

Réunion d'urgence ce lundi à Matignon après le recul du PIB français

PARIS (AFP) - Le Premier ministre François Fillon réunit ce lundi en urgence plusieurs ministres pour se pencher sur la situation économique du pays après l'annonce d'un recul du Produit intérieur brut au deuxième trimestre, qui fait planer la menace d'une récession.



© AtlasVista
Le Premier ministre François Fillon après le conseil des ministres à l'Élysée le 16 juillet. (© AFP/Archives - Gérard Cerles)

Cette réunion a été convoquée peu après l'annonce jeudi d'un recul de 0,3% du PIB au deuxième trimestre, premier cas de croissance "négative" depuis la fin 2002.

Christine Lagarde (Economie), Eric Woerth (Budget) et les secrétaires d'Etat Luc Chatel (Consommation), Laurent Wauquiez (Emploi), Anne-Marie Idrac (Commerce extérieur) et Hervé Novelli (PME) sont conviés à Matignon pour "analyser les causes" de la dégradation de la conjoncture internationale, et "identifier les réponses qui devront y être apportées".

Après une croissance de 0,4% au premier trimestre, l'économie française a subi un sérieux coup de frein entre avril et juin, sous l'effet du pétrole cher, de l'euro fort et d'un ralentissement général de l'activité en Europe et aux Etats-Unis.

Le PIB de la zone euro dans son ensemble a également reculé au deuxième trimestre (-0,2%), Allemagne en tête.

M. Fillon a évoqué la situation économique européenne jeudi avec son homologue luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, au cours d'un entretien téléphonique.

"On n'a jamais été aussi proche d'une récession", estime Eric Heyer, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Techniquement, on définit généralement une récession par deux trimestres consécutifs de recul du PIB.

Christine Lagarde a reconnu que les derniers chiffres étaient mauvais et prévenu que le troisième trimestre ne serait "pas bon", alors que les facteurs qui ont pesé sur la croissance au deuxième trimestre continuent de ralentir l'activité.

La consommation des ménages stagne, l'investissement recule et le commerce extérieur se dégrade toujours plus.

Face à "cette conjoncture incertaine", M. Fillon a réaffirmé jeudi "la détermination" du gouvernement "à mener résolument les réformes économiques et sociales seules de nature à donner à l'économie française le dynamisme nécessaire à une reprise rapide de la croissance".

La réunion de lundi ne devrait pas déboucher sur des annonces, indique-t-on au ministère de l'Economie. "Il s'agit d'analyser en commun les principales composantes du recul du PIB et au-delà de ce chiffre, d'examiner les perspectives de croissance pour l'économie française", souligne-t-on dans l'entourage de Mme Lagarde.

De même source, on rappelle que "certaines réponses ont d'ores et déjà été apportées". "La loi de modernisation de l'économie devrait permettre une baisse des prix, et au programme de la rentrée, figureront le revenu de solidarité active ou la loi sur la participation", indique-t-on.

Pour le moment, ne sont attendues en septembre que l'annonce des modalités d'application de certaines mesures comme la prime à la cuve ou l'aide au transport.

"Ma grande crainte est que l'on prenne des petites mesures, qui coûtent cher et dopent artificiellement un secteur, comme l'ont été les Balladurette ou les Jupette", ancêtre de la "prime à la casse", souligne Nicolas Bouzou, chez Asterès.

"C'est souvent le péché des gouvernements en période de ralentissement", ajoute l'économiste.

Mme Lagarde a assuré jeudi que la croissance française pour l'ensemble de 2008 devrait rester "dans le bas de la fourchette" de 1,7% à 2% prévue par le gouvernement mais la plupart des économistes tablent sur une performance plus faible.